

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/W/42/Rev.6

31 octobre 2003

(03-5809)

Comité de l'agriculture

MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCISION SUR LES MESURES CONCERNANT LES EFFETS NÉGATIFS POSSIBLES DU PROGRAMME DE RÉFORME SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Note du Secrétariat¹

Révision

1. La présente note met de nouveau à jour les renseignements figurant dans la note du Secrétariat (G/AG/W/42/Rev.5) datée du 8 novembre 2002 sur la mise en œuvre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ("la Décision"). Après une brève introduction sur la suite donnée à la Décision dans son ensemble (Partie I), la présente note reprend les dispositions de fond de la Décision et donne des renseignements sur leur mise en œuvre (Partie II). Une liste de documents connexes du Comité de l'agriculture est fournie à l'Appendice 1. Les Appendices 2 à 4 contiennent des données supplémentaires.

II. SURVEILLANCE DE LA SUITE DONNÉE À LA DÉCISION

2. La suite donnée à la Décision représente un élément important des travaux du Comité. Cette question est inscrite à l'ordre du jour de chaque réunion ordinaire du Comité.

3. En 1995, le Comité a établi des prescriptions de notification selon lesquelles les pays donateurs sont tenus de fournir des données sur l'aide alimentaire qu'ils accordent sous forme de don (quantité et concessionnalité), ainsi que des renseignements sur l'assistance technique et financière qu'ils offrent et d'autres renseignements pertinents sur les mesures qu'ils ont prises dans le cadre de la Décision (G/AG/2, pages 33-34). La surveillance annuelle de la suite donnée à la Décision conformément à l'article 16 de l'Accord sur l'agriculture et au titre du paragraphe 18 des procédures de travail du Comité de l'agriculture a lieu sur la base, entre autres, de ces notifications sous la forme du tableau NF:1.

4. L'Appendice 2 présente un récapitulatif de la situation en ce qui concerne le respect des prescriptions en matière de notification NF:1 au cours des années de mise en œuvre allant de 1995 à 2002. Aux fins de cet appendice, le terme "respect" fait référence à toute notification NF:1 reçue par les sept Membres (les Communautés européennes représentant un seul Membre) qui sont donateurs au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire, et par quatre autres Membres qui, par le passé, se sont présentés comme donateurs dans leurs notifications (Afrique du Sud, Argentine, Cuba et Nouvelle-Zélande). Il convient de noter qu'un certain nombre d'autres Membres ont soumis

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits ou obligations dans le cadre de l'OMC.

des notifications NF:1 indiquant qu'ils n'avaient accordé aucune aide alimentaire ni assistance technique/financière, ou que le tableau NF:1 n'était pas applicable. L'Appendice 2 fait le point de la situation en ce qui concerne les notifications à la date du 24 octobre 2003.

5. En 1996, le Comité a établi une liste de l'OMC des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.² Cette liste contient actuellement 24 pays en développement Membres (INPA) plus les 49 pays les moins avancés (PMA), tels que définis par l'ONU.³

6. En décembre 2000, le Comité de l'agriculture a été chargé par le Conseil général d'examiner les moyens possibles d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de la Décision (WT/L/384).⁴ Le Comité, dans son rapport sur ce point qui a été approuvé par la Conférence ministérielle de Doha, recommandait, entre autres choses, que soit établi un groupe spécial interinstitutions composé d'experts en matière de financement et de produits de base pour examiner la question des difficultés à court terme des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et des PMA à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base (G/AG/11). Dans le rapport du Groupe interinstitutions, qui a été présenté en juin 2002, sont examinées les propositions spécifiques d'un groupe de 17 pays en développement importateurs nets de produits alimentaires Membres de l'OMC (G/AG/W/49 et Add.1 et Corr.1; WT/GC/62 – G/AG/13). Le dernier rapport du Comité sur la suite donnée à ses recommandations approuvées à Doha figure dans le document G/AG/16.

III. DISPOSITIONS DE LA DÉCISION ET MISE EN ŒUVRE

7. La Décision contient les dispositions suivantes:

"Les *Ministres reconnaissent* que la mise en œuvre progressive de l'ensemble des résultats du Cycle d'Uruguay générera des possibilités de plus en plus grandes d'expansion du commerce et de croissance économique, au bénéfice de tous les participants" (paragraphe 1).

"Les *Ministres reconnaissent* que, pendant la mise en œuvre du programme de réforme conduisant à une libéralisation accrue du commerce des produits agricoles, les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires risquent de subir des effets négatifs pour ce qui est de disposer d'approvisionnements adéquats en produits alimentaires de base provenant de sources extérieures suivant des modalités et à des conditions raisonnables, y compris d'avoir des difficultés à court terme à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base" (paragraphe 2).

² La décision d'établir cette liste a été adoptée étant entendu que "le seul fait de figurer sur cette liste ne conférerait pas automatiquement des avantages, puisque dans le cadre des mécanismes visés par la Décision ministérielle de Marrakech, les donateurs et les institutions concernés auraient un rôle à jouer" (G/AG/R/4, paragraphe 17).

³ Pays en développement importateurs nets de produits alimentaires Membres de l'OMC: Barbade, Botswana, Côte d'Ivoire, Cuba, Dominique, Égypte, Honduras, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Maroc, Maurice, Namibie, Pakistan, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sénégal, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie et Venezuela (document G/AG/5/Rev.6, daté du 10 avril 2003).

⁴ Les rapports de situation établis par le Comité de l'agriculture sur ses consultations au sujet de l'amélioration de l'efficacité de la mise en œuvre de la Décision sont reproduits dans les documents G/AG/7 et G/AG/10.

8. Les autres paragraphes de la Décision contiennent un certain nombre d'accords spécifiques dans les domaines de l'aide alimentaire, de l'assistance technique et financière, et du traitement différencié dans le cadre d'un quelconque accord se rapportant à des crédits à l'exportation de produits agricoles; la nécessité d'un accès aux ressources des institutions financières internationales y est également reconnue. La présente note examine ces paragraphes un à un et apporte des renseignements complémentaires dont dispose le Secrétariat sur leur mise en œuvre.

A. AIDE ALIMENTAIRE

9. Compte tenu des paragraphes 1 et 2 précités de la Décision,

"Les *Ministres conviennent* donc d'établir des mécanismes appropriés pour faire en sorte que la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay en matière de commerce des produits agricoles ne soit pas préjudiciable à la mise à disposition de l'aide alimentaire à un niveau qui soit suffisant pour continuer d'aider à répondre aux besoins alimentaires des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires." (chapeau du paragraphe 3)

1. Examen des niveaux d'aide alimentaire et engagement de négociations sur l'aide alimentaire

10. Aux fins énoncées dans le chapeau du paragraphe 3 de la Décision, les Ministres sont convenus:

"... d'examiner le niveau de l'aide alimentaire établi périodiquement par le Comité de l'aide alimentaire en vertu de la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire et d'engager des négociations dans l'enceinte appropriée pour établir un niveau d'engagements en matière d'aide alimentaire qui soit suffisant pour répondre aux besoins légitimes des pays en développement pendant la mise en œuvre du programme de réforme ..." (paragraphe 3 i) de la Décision).

a) Examen des niveaux d'aide alimentaire

11. La Convention relative à l'aide alimentaire constitue un dispositif de sécurité en matière de disponibilité de l'aide alimentaire. Les engagements internationaux en matière d'aide alimentaire au titre de la Convention sont indiqués en termes de contributions annuelles minimales de ses membres (tableau 1). Les contributions annuelles globales sont passées d'un total de 7,517 millions de tonnes fournies au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1986 à 5,35 millions de tonnes (équivalent blé) au titre de la Convention de 1995. Dans le cadre de la nouvelle Convention de 1999, les engagements annuels minimaux des membres de la Convention représentent au total 4,895 millions de tonnes (équivalent blé) en volume et 130 millions d'euros en valeur. Le Groupe interinstitutions susmentionné a fait observer que "le fait que ces engagements soient exprimés principalement en termes de volume revêt une grande importance lorsque les prix des céréales sur le marché mondial sont élevés, car un apport minimal d'aide alimentaire est ainsi garanti quelles que soient les fluctuations mondiales des prix et de l'offre de produits alimentaires".⁵

12. Le tableau 1 récapitule les expéditions annuelles d'aide alimentaire effectuées par les membres de la Convention dans le cadre des engagements qu'ils ont pris au titre des Conventions

⁵ Rapport du Groupe interinstitutions (document WT/GC/62 – G/AG/13, paragraphe 44).

de 1986, 1995 et 1999 depuis la campagne 1992/93. Depuis 1992/93, les expéditions annuelles sont - souvent considérablement - supérieures aux engagements annuels minimaux cumulés des membres de la Convention, à l'exception de la campagne 1994/95, où les expéditions étaient restées en deçà des contributions globales. Les expéditions d'aide alimentaire effectuées pour la période 2002/03 sont estimées à 8,5 millions de tonnes (équivalent blé), contre 10,2 millions de tonnes en 2001/02. Cette aide a été fournie principalement aux pays les moins avancés et aux autres pays en développement à faible revenu. Une grande partie de cette aide a été achetée dans les pays bénéficiaires ou à d'autres pays en développement

13. Il existe plusieurs autres sources de données concernant l'aide alimentaire, en particulier la FAO et le Programme alimentaire mondial. Ces données ne sont pas directement comparables avec celles du Comité de l'aide alimentaire du Conseil international des céréales (tableau 1) en raison notamment des différences concernant les pays et les produits pris en compte, la période considérée et l'utilisation de données concernant les livraisons et non les expéditions.

14. Selon les données du Programme alimentaire mondial, les livraisons globales d'aide alimentaire évoluent de façon cyclique et ont atteint le niveau record de 17,3 millions de tonnes en 1993.⁶ En 1999, le volume global d'aide alimentaire a à nouveau grimpé, pour atteindre 15,0 millions de tonnes (tableau 2).⁷ Dans ce contexte, le Comité a adressé la recommandation ci-après à la Conférence ministérielle de Doha, qui l'a approuvée:

"dans le cadre de leurs politiques, lois, programmes et engagements en matière d'aide alimentaire, les Membres de l'OMC qui sont donateurs prendront les mesures appropriées visant à faire en sorte: i) que, dans la plus large mesure possible, le niveau de leur aide alimentaire aux pays en développement soit maintenu dans les périodes au cours desquelles les tendances des cours mondiaux des produits alimentaires de base sont à la hausse; ...". (G/AG/11, paragraphe 3 I b) de la partie B)

⁶ Voir aussi la déclaration du représentant du PAM dans le document G/AG/GEN/49, pages 10 et 11.

⁷ Les livraisons d'aide alimentaire supervisées par le Programme alimentaire comprennent celles des membres de la Convention, d'autres pays, et d'organisations non gouvernementales.

Tableau 1: Convention relative à l'aide alimentaire – Expéditions annuelles – 1992/93-2001/02* (période annuelle juillet/juin)

(tonnes métriques en équivalent blé)

DONATEUR	CONTRIBUTION ANNUELLE MINIMALE (Convention de 1986) a)	1992/93	1993/94	1994/95	CONTRIBUTION ANNUELLE MINIMALE (Convention de 1995) a)	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99
Argentine	35 000	f)	-	-	35 000	13 400	-	-	10 135 m)
Australie	300 000	309 561	307 874	334 090	300 000	l) 298 146	305 127	293 221	273 064
Autriche	20 000	18 000	7 100	39 400	d)	d)	d)	d)	d)
Canada	600 000	762 766 c)	659 103	632 881	400 000	448 764	468 431	417 917	487 095
CE	1 670 000	2 618 636	2 485 522	2 058 244	1 755 000	2 413 991	2 049 591	2 201 162 j)	1 969 892 R
États-Unis	4 470 000	6 119 687	4 688 779	3 526 994	2 500 000	2 849 384	2 553 283	2 818 500	4 734 121
Finlande	25 000	25 000	19 610	208 h)	d)	d)	d)	d)	d)
Japon b)	300 000	390 912	341 293	388 438	300 000	474 870	326 835	302 626	561 643
Norvège b) i)	30 000	33 646	47 941	33 584	20 000	6 233	32 816	19 306	61 293
Suède	40 000	62 560 b)	48 736	54 761 b)	d)	d)	d)	d)	d)
Suisse	27 000	47 265	108 220	44 828	40 000	75 479	38 636	57 915 k)	38 939 k)
TOTAL e)	7 517 000	10 388 033	8 714 178	7 113 428	5 350 000	n) 6 580 267	5 774 719	6 110 647	8 136 182 R

à suivre

Tableau 1: Convention relative à l'aide alimentaire – Expéditions annuelles – 1992/93-2001/02* (période annuelle juillet/juin)

(tonnes métriques en équivalent blé)

DONATEUR	CONTRIBUTION ANNUELLE MINIMALE (Convention de 1999)	1999/00	2000/01	2001/02 (est.)
Argentine	35 000	2 740	-	26
Australie	250 000	296 713	251 865	245 828
Autriche	d)	d)	d)	d)
Canada	420 000	470 657	288 402 q)	393 367
CE	1 320 000 et 130 millions d'euros	1 976 280 o)	2 357 778 p) r)	1 836 717 s)
États-Unis	2 500 000	5 692 116	6 798 280	7 124 407
Finlande	d)	d)	d)	d)
Japon b)	300 000	337 357	637 749	453 735
Norvège b) i)	30 000	75 960	85 876	74 318
Suède	d)	d)	d)	d)
Suisse	40 000	61 295	54 169	58 042
TOTAL e)	4 895 000 et 130 millions d'euros	8 913 118	10 474 119 e) q)	10 186 440

Notes:

* Sauf indication contraire, toutes les expéditions ont été effectuées au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1986, de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1995 et de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1999.
Ces chiffres correspondent à l'équivalent blé des expéditions effectives réalisées pendant les années indiquées. Ils ne sont pas ajustés pour tenir compte des limites concernant les produits fixées à l'article IV de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1999 et ne représentent pas nécessairement l'exécution par les Membres de leurs engagements annuels.

- a) 1986 – Telle qu'indiquée à l'article III, paragraphe 3), de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1986. 1995 - Telle qu'indiquée à l'article III, paragraphe 4), de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1995.
- b) Équivalent blé des contributions en espèces calculé sur la base du "prix pratiqué sur le marché international". Ces chiffres ne correspondent donc pas aux quantités effectivement expédiées.
- c) Y compris les quantités expédiées par le Canada au titre de ses obligations pour l'année suivante.
- d) À partir de 1995/96, les données concernant l'Autriche, la Finlande et la Suède sont regroupées sous la rubrique CE.
- e) Y compris les contributions versées au titre de l'IEFR – Compte d'intervention immédiate, communiquées par le PAM.
- f) Les obligations au titre de la Convention ont été suspendues entre le 1^{er} juillet 1991 et le 30 juin 1993.
- g) Expéditions qui concernent les contributions échues en 1992/93.
- h) Les obligations au titre de la Convention ont été suspendues entre le 1^{er} juillet 1993 et le 30 juin 1995.
- i) La Norvège a mis à la disposition du PAM l'intégralité de sa contribution en espèces au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire pendant toutes les années indiquées, mais, comme l'a signalé le PAM, il est possible que des expéditions effectives n'aient pas été achevées.
- j) Y compris les contributions en espèces des CE représentant au total 84,7 millions d'écus déclarées comme étant équivalentes à 583 693 tonnes de blé, et destinées à l'achat de céréales par les bénéficiaires.
Les montants versés aux différents bénéficiaires sont les suivants (en milliers d'écus):

Albanie	5 000	Îles du Cap-Vert	7 000	Sénégal	500
Arménie	13 000	Kirghizistan	8 000	Sierra Leone	200
Bolivie	15 000	Mali	2 000	Tadjikistan	4 000
Géorgie	7 000	Mozambique	5 400	Yémen	5 000
Haïti	700	Nicaragua	600		
Honduras	3 100	Pérou	8 200		

Les détails concernant les quantités d'aide alimentaire correspondantes ne sont pas disponibles et ne figurent donc pas dans le tableau 2.

- k) Y compris les quantités expédiées par la Suisse au titre de ses obligations de l'année précédente.
- l) L'obligation minimale de l'Australie a été ramenée à 250 000 tonnes à compter du 1^{er} juillet 1998 au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1995 (telle qu'elle est prorogée).
- m) Expéditions de l'Argentine qui concernent ses obligations échues en 1995/96.
- n) À compter du 1^{er} juillet 1998, le total a été ramené à 5 300 000 tonnes (compte tenu de la contribution minimale révisée de l'Australie).
- o) Y compris les contributions "en valeur" au titre de la Convention de 156 504 384 euros au total, déclarées comme équivalent blé théorique de 531 749 tonnes.
- p) Y compris les contributions "en valeur" au titre de la Convention de 181 049 943 euros au total, déclarées comme équivalent blé théorique de 628 659 tonnes.
- q) Données provisoires.
- r) Y compris les équivalents blé totaux des chiffres incomplets de 14 385 tonnes (engagement en tonnage) et 5 885 tonnes (engagement en valeur) communiqués par les CE.
- s) Y compris les contributions "en valeur" au titre de la Convention de 137 338 267 euros, déclarées comme équivalent blé théorique de 599 462 tonnes.
- R Révisé.

Source: Comité de l'aide alimentaire/Conseil international des céréales.

Tableau 2: Livraisons d'aide alimentaire aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, 1993-2002 (millions de tonnes)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Pays les moins avancés	4,6	5,5	4,1	3,3	3,5	3,7	4,6	4,5	4,6	3,6
Pays en développement importateurs nets de produits alimentaires	2,6	2,0	1,2	0,9	0,8	0,8	1,4	1,4	1,6	1,3
Autres pays	10,1	5,5	4,9	3,0	3,0	3,9	9,1	5,4	4,7	4,7
Total	17,3	12,9	10,2	7,2	7,3	8,4	15,0	11,3	10,8	9,6

Notes: Les chiffres englobent l'aide alimentaire en céréales (équivalent céréales) et hors céréales (en poids total du produit considéré). Les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires sont les Membres énumérés dans le document G/AG/5/Rev.6, daté du 10 avril 2003.

Source: PAM, Food Aid Monitor (Moniteur de l'aide alimentaire): Food Aid Flows 2002, édition spéciale de mai 2003, à l'adresse Internet <http://www.wfp.org/interfais/>.

15. À l'exception de la Barbade et de la Trinité-et-Tobago, tous les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires figurant sur la liste de l'OMC ont reçu une aide alimentaire, à titre régulier ou occasionnel, pendant la période 1993-2002. En 2002, les livraisons globales à destination de ces pays ont été inférieures de 6 pour cent à la moyenne des livraisons de la période 1993-2002 (tableau 3). Dans certains pays, en particulier l'Égypte et la Tunisie, les livraisons d'aide alimentaire ont accusé une forte baisse au cours de cette période. Les livraisons à destination des pays les moins avancés, en 2002, ont été inférieures de 13 pour cent à la moyenne de la décennie (1993-2002). On trouvera dans l'Appendice 4 des données sur les livraisons d'aide alimentaire à destination de tous les pays bénéficiaires pendant les années 1993-2002.

Tableau 3: Livraisons d'aide alimentaire aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires en 2002 comparées à la moyenne à long terme (millions de tonnes)

	Moyenne 1993-2002	2002	2002 en pourcentage de la moyenne 1993-2002
Pays les moins avancés	4,2	3,6	87
Pays en développement importateurs nets de produits alimentaires	1,4	1,3	94
Autres pays	5,4	4,7	86
Total	11,0	9,6	87

Notes: Les chiffres englobent l'aide alimentaire en céréales (équivalent céréales) et hors céréales (en poids total du produit considéré). Les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires sont les Membres énumérés dans le document G/AG/5/Rev.6, daté du 10 avril 2003.

Source: PAM, Food Aid Monitor (Moniteur de l'aide alimentaire): Food Aid Flows 2002, édition spéciale de mai 2003, à l'adresse Internet <http://www.wfp.org/interfais/>.

Tableau 4: Composition des livraisons mondiales d'aide alimentaire, à l'exclusion de l'Europe orientale et de la CEI (pourcentage)

	1993	1996	1999	2002
Aide alimentaire d'urgence	37	36	42	51
Aide alimentaire octroyée dans le cadre de projets	25	29	24	29
Aide alimentaire octroyée dans le cadre de programmes	38	35	34	20
Total	100	100	100	100

Notes: Les chiffres englobent l'aide alimentaire en céréales (équivalent céréales) et hors céréales (en poids total du produit considéré).

L'aide alimentaire d'*urgence* est destinée aux victimes de catastrophes naturelles ou causées par l'homme. Elle est distribuée gratuitement à des groupes de bénéficiaires ciblés, généralement sous forme de don. Elle est fournie dans un cadre multilatéral, par des ONG, ou, parfois, dans un cadre bilatéral.

L'aide alimentaire octroyée dans le cadre de *projets* vise à soutenir des activités spécifiques de lutte contre la pauvreté et de prévention des catastrophes. Elle est généralement distribuée gratuitement à des groupes de bénéficiaires ciblés, mais elle peut aussi être vendue sur le marché libre, auquel cas on parle d'aide alimentaire "monétisée". L'aide alimentaire octroyée dans le cadre de projets est fournie sous forme de don, soit dans un cadre multilatéral, par des ONG, soit parfois dans un cadre bilatéral.

L'aide alimentaire octroyée dans le cadre de *programmes* est un transfert de ressources à des fins de soutien de la balance des paiements ou de soutien budgétaire. Contrairement aux deux types d'aide précités, elle ne vise pas des groupes de bénéficiaires particuliers. Elle est vendue sur le marché libre et fournie sous forme de don ou de prêt.

Source: PAM, Food Aid Monitor (Moniteur de l'aide alimentaire): Food Aid Flows 2002, édition spéciale de mai 2003, à l'adresse Internet <http://www.wfp.org/interfais/>.

16. Comme le montre le tableau 4, les livraisons d'aide alimentaire au niveau mondial (à l'exclusion de l'Europe orientale et de la CEI) fournies sous forme d'aide d'urgence par suite de catastrophes naturelles ou causées par l'homme ont augmenté, tandis que l'aide alimentaire octroyée dans le cadre de programmes a diminué.

b) Engagement de négociations en matière d'aide alimentaire

17. En 1996, la Conférence ministérielle de Singapour a adopté la recommandation du Comité de l'agriculture qui, en prévision de l'expiration de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1995 et pour préparer la renégociation de cette convention, avait préconisé le lancement d'une action en 1997 dans le cadre de la Convention, en vertu d'arrangements prévoyant la participation de tous les pays intéressés et des organisations compétentes, pour élaborer des recommandations visant à établir un niveau d'engagements en matière d'aide alimentaire couvrant le plus grand nombre possible de donateurs et de produits alimentaires pouvant être fournis à titre de don, qui soit suffisant pour répondre aux besoins légitimes des pays en développement pendant la mise en œuvre du programme de réforme (G/L/125, paragraphe 18 i)).

18. Entre janvier 1997 et mars 1999, plusieurs réunions se sont tenues dans le cadre de la Convention relative à l'aide alimentaire, notamment des réunions avec les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, ainsi qu'avec de nouveaux donateurs potentiels. En décembre 1997, le Comité de l'aide alimentaire de la Convention relative à l'aide alimentaire a décidé de proroger d'un an la Convention existante (qui restera en vigueur jusqu'en

juin 1999) et d'engager un processus de renégociation de la Convention en tenant compte, notamment, des objectifs de sécurité alimentaire et de libéralisation des échanges fixés dans le cadre de l'OMC et du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation (déclaration du CIC dans le document G/AG/GEN/20). Au début de 1998, le Comité de l'aide alimentaire a confirmé son intention de mettre en vigueur le 1^{er} juillet 1999 une nouvelle Convention relative à l'aide alimentaire et a demandé au Groupe de travail chargé de la renégociation de la Convention d'essayer de conclure les négociations sur les questions de fond pour la fin de 1998. En novembre 1998, le Comité de l'aide alimentaire a tenu une autre réunion avec des représentants de pays bénéficiaires concernant les principaux éléments de la nouvelle Convention (G/AG/GEN/31, page 4).

19. Les négociations sur la Convention relative à l'aide alimentaire de 1999 se sont achevées le 24 mars 1999 et la nouvelle Convention est provisoirement entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1999 pour une durée initiale de trois ans. Ses membres, y compris les membres provisoires, étaient les mêmes que ceux de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1995 (Argentine, Australie, Canada, CE et leurs États membres, États-Unis, Japon, Norvège et Suisse). Le 30 juillet 2003, l'Argentine a informé le Secrétariat qu'elle n'était plus donateur au titre de la Convention.

20. La Convention relative à l'aide alimentaire de 1999 comporte plusieurs éléments nouveaux, notamment le fait que la liste des produits éligibles qui peuvent être fournis a été sensiblement élargie à des produits autres que les céréales. Il y a aussi de nouvelles dispositions visant à améliorer l'efficacité et l'impact de l'aide alimentaire. Lors de l'allocation de leur aide alimentaire, les membres de la Convention s'engagent à donner la priorité aux pays les moins avancés et aux pays à faible revenu, qui, dans de nombreux cas, figurent sur la liste actuelle de l'OMC des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Les autres pays pouvant bénéficier de l'aide alimentaire comprennent les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et tous les autres pays figurant sur la liste de l'OMC des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires lors des négociations sur la nouvelle Convention. L'Appendice 3 contient un résumé du Directeur exécutif du Conseil international des céréales sur le résultat des négociations concernant la nouvelle Convention relative à l'aide alimentaire.

21. À la Conférence ministérielle de Doha, les Ministres ont approuvé la recommandation du Comité, aux termes de laquelle:

"des dispositions devraient être prises sans tarder par les donateurs dans le cadre de la Convention de 1999 relative à l'aide alimentaire (qui, à moins qu'elle ne soit prorogée, avec ou sans décision concernant sa renégociation, devrait arriver à expiration le 30 juin 2002) et du Programme alimentaire mondial des Nations Unies pour réexaminer leurs contributions d'aide alimentaire, en vue de mieux recenser et satisfaire les besoins en aide alimentaire des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires Membres de l'OMC".
(G/AG/11, paragraphe 3 I a) de la partie B)

22. La Convention relative à l'aide alimentaire de 1999, qui devait arriver à expiration le 30 juin 2002, n'a pas été renégociée à cette date mais, comme le Comité de l'aide alimentaire en était convenu, elle a été prorogée, dans un premier temps, pour un an, puis jusqu'au 30 juin 2005.

2. Concessionnalité de l'aide alimentaire

23. Aux fins énoncées dans le chapeau du paragraphe 3 de la Décision, les Ministres sont également convenus:

"... d'adopter des lignes directrices pour faire en sorte qu'une part croissante des produits alimentaires de base soit fournie aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, intégralement à titre de

don et/ou à des conditions favorables appropriées, conformément à l'article IV de la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire ..." (paragraphe 3 ii) de la Décision).

24. En vertu de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1999, toute l'aide alimentaire destinée aux pays les moins avancés sera accordée à titre de don. Globalement, l'aide alimentaire à titre de don doit représenter au minimum 80 pour cent des contributions des membres de la Convention, et les donateurs doivent chercher progressivement à accroître encore cette part.

25. À la Conférence ministérielle de Doha, les Ministres ont approuvé la recommandation suivante:

"dans le cadre de leurs politiques, lois, programmes et engagements en matière d'aide alimentaire, les Membres de l'OMC qui sont donateurs prendront les mesures appropriées visant à faire en sorte: ... ii) que toute l'aide alimentaire destinée aux pays les moins avancés soit fournie intégralement à titre de don et, dans la mesure du possible, aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires Membres de l'OMC également". (G/AG/11, paragraphe 3 I b) de la partie B)

26. Le tableau 6 indique la proportion de l'aide alimentaire fournie sous forme de don aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, notifiée par les Membres. Tous les Membres ayant présenté une notification, à l'exception des États-Unis, ont fourni cette aide aux pays concernés intégralement à titre de don. S'agissant des États-Unis, entre 83 et 93 pour cent de l'aide alimentaire ont été fournis sous forme de don au cours des cinq premières années de la mise en œuvre, le reste étant octroyé conformément aux lignes directrices pertinentes de la Convention relative à l'aide alimentaire.

Tableau 6: Proportion de l'aide alimentaire fournie intégralement à titre de don

Membre	Concessionnalité de l'aide alimentaire
Donateurs au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire	
Australie	100 pour cent sous forme de don
Canada	100 pour cent sous forme de don
CE	100 pour cent sous forme de don
Japon	100 pour cent sous forme de don en espèces
Norvège	100 pour cent sous forme de don
Suisse	100 pour cent sous forme de don
États-Unis	Proportion de l'aide alimentaire fournie aux PMA et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires intégralement à titre de don: 1995/96 – 84 pour cent 1996/97 – 93 pour cent 1997/98 – 83 pour cent 1998/99 – 93 pour cent 1999/00 – 93 pour cent Le reste est octroyé conformément aux lignes directrices de la Convention relative à l'aide alimentaire.
Autres donateurs	
Argentine	100 pour cent sous forme de don
Afrique du Sud	Sans objet (aucune aide alimentaire fournie)
Cuba	100 pour cent sous forme de don
Nouvelle-Zélande	100 pour cent sous forme de don en espèces

B. ASSISTANCE TECHNIQUE ET FINANCIÈRE

27. Aux fins énoncées dans le chapeau du paragraphe 3 de la Décision, les Ministres sont convenus:

"... de prendre pleinement en considération, dans le contexte de leurs programmes d'aide, les demandes d'assistance technique et financière des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires pour leur permettre d'améliorer leur productivité et leur infrastructure agricoles" (paragraphe 3 iii) de la Décision).

28. La Conférence ministérielle de Doha a invité les pays développés Membres à continuer de prendre pleinement en considération, dans le contexte de leurs programmes d'aide, les demandes d'assistance technique et financière formulées par les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires pour améliorer leur productivité et leur infrastructure agricoles. Cette recommandation témoigne du fait que l'assistance technique et financière est essentiellement une question bilatérale qui doit être réglée entre donateurs et bénéficiaires sur la base des demandes formulées par ces derniers.

29. En outre, la Conférence ministérielle de Doha a approuvé la recommandation selon laquelle:

"à l'appui de la priorité accordée par les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires au renforcement de leur productivité et de leur infrastructure agricoles, le Conseil général de l'OMC devrait inviter d'autres organisations internationales compétentes s'occupant de développement, y compris la Banque mondiale, la FAO, le FIDA, le PNUD et les banques régionales de développement, à accroître leur assistance technique et financière aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et à en élargir l'accès, à des conditions et selon des modalités qui favorisent la meilleure utilisation de ces facilités et ressources, afin d'améliorer la productivité et l'infrastructure agricoles de ces pays dans le cadre des facilités et programmes existants, ainsi que dans le cadre des facilités et programmes qui pourront être mis en place". (G/AG/11, paragraphe 3 II b) de la partie B)

30. Les réponses qui ont été communiquées par la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement, la FAO et la Banque mondiale ont été distribuées sous les cotes G/AG/W/57 et Add.1.

C. TRAITEMENT DIFFÉRENCIÉ DANS LE CADRE D'UN ACCORD SE RAPPORTANT À DES CRÉDITS À L'EXPORTATION DE PRODUITS AGRICOLES

31. Compte tenu des paragraphes 1 et 2 précités de la Décision, les Ministres sont convenus:

"... de faire en sorte que tout accord se rapportant à des crédits à l'exportation de produits agricoles prévoie de manière appropriée un traitement différencié en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires" (paragraphe 4 de la Décision).

32. À la Conférence ministérielle de Doha, les Ministres ont réaffirmé l'engagement susmentionné et adopté des points convenus généraux concernant des procédures pour l'élaboration de disciplines en application de l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture et des dispositions y relatives de la Décision (G/AG/11, paragraphe 4 de la partie A). En conséquence, des travaux ont été entrepris à l'OMC sur la question des crédits à l'exportation des produits agricoles, tant au cours des réunions ordinaires du Comité de l'agriculture que lors des négociations de la Session extraordinaire sur la

base, notamment, des propositions qui ont été présentées et d'autres éléments, y compris en ce qui concerne le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement.

D. ACCÈS AUX RESSOURCES DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

33. Dans la Décision, les Ministres ont en outre reconnu que:

"... par suite du Cycle d'Uruguay, certains pays en développement risquent d'avoir à court terme des difficultés à financer des niveaux normaux d'importations commerciales et que ces pays pourraient être admis à tirer sur les ressources d'institutions financières internationales, disponibles au titre des facilités existantes ou de facilités qui pourraient être créées, dans le contexte de programmes d'ajustement, pour faire face à ces difficultés de financement. À cet égard, les Ministres prennent note du paragraphe 37 du rapport du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 sur ses consultations avec le Directeur général du Fonds monétaire international et le Président de la Banque mondiale (MTN.GNG/NG14/W/35)" (paragraphe 5 de la Décision).

1. Capacité de financer les importations commerciales

34. Ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, la Décision reconnaît que, par suite du Cycle d'Uruguay, certains pays en développement risquent d'avoir à court terme des difficultés à financer des niveaux normaux d'importation commerciale de produits alimentaires de base. Dans ce contexte, à diverses étapes de l'exercice annuel de surveillance de la suite donnée à la Décision par le Comité, plusieurs organisations internationales ayant le statut d'observateur ont commenté l'évolution des cours mondiaux des produits alimentaires.⁸ Par ailleurs, le rapport du Groupe interinstitutions contient un examen détaillé de la question du financement des importations de produits alimentaires des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et des PMA.⁹

35. En ce qui concerne le blé, produit de base le plus important parmi les importations des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et des PMA, le graphique 1 ci-après illustre l'évolution des cours mondiaux depuis 1987. Dans l'ensemble, depuis le niveau record de 1996, les prix internationaux du blé ont fortement chuté, malgré une hausse importante en 2002.

36. La FAO surveille la situation en matière de sécurité alimentaire dans les pays les moins avancés aussi bien que dans les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, et présente régulièrement ses conclusions au Comité de l'agriculture.¹⁰

2. Accès aux facilités du FMI et de la Banque mondiale

37. La question de l'accès aux ressources des institutions financières internationales a été examinée par le Groupe interinstitutions composé d'experts en matière de financement et de produits

⁸ Pour la FAO, voir les documents G/AG/GEN/31, page 2, G/AG/GEN/36, page 1 et G/AG/GEN/46, page 2; pour le FMI, voir les documents G/AG/GEN/15, page 2, G/AG/GEN/31, page 6; G/AG/GEN/40, page 5; G/AG/GEN/46, page 7; et G/AG/GEN/49, page 7; pour le Conseil international des céréales, voir le document G/AG/R/4, page 6; pour la CNUCED, voir le document G/AG/GEN/31, page 12; pour la Banque mondiale, voir les documents G/AG/GEN/15, page 3, G/AG/W/12, pages 4 à 6 et G/AG/GEN/46, pages 18 à 28; pour la FAO et la Banque mondiale, voir le document G/AG/GEN/56; voir aussi les points soulevés par les Membres dans le document G/AG/R/3, page 6.

⁹ Voir le document WT/GC/62 – G/AG/13, en particulier la section A du chapitre II et les conclusions du chapitre III.

¹⁰ Voir le document G/AG/GEN/56.

de base. Les facilités de prêt à court terme du FMI et de la Banque mondiale sont décrites dans le rapport, l'accent étant mis sur le fonctionnement du Mécanisme de financement compensatoire du FMI.¹¹ Ce mécanisme fait l'objet d'un réexamen par le FMI cette année.

38. Dans le cadre de l'exercice annuel de surveillance de la suite donnée à la Décision effectué par le Comité en décembre 2001, le représentant du FMI a rappelé la position du Fonds sur la question de l'accès à ses ressources et dit ce qui suit:

"Compte tenu des facilités et des ressources existantes, le Fonds est en mesure de répondre aux besoins que ses membres pourraient avoir en termes de balance des paiements en cas de hausse des prix mondiaux des produits alimentaires."¹²

39. La position de la Banque mondiale sur la question de l'accès au financement multilatéral à court terme a été présentée en novembre 1997 comme suit:

"La Banque mondiale continue de suivre les progrès de la libéralisation résultant de la mise en œuvre des engagements contractés dans le cadre des Accords du Cycle d'Uruguay. Un certain nombre d'études récentes, s'appuyant sur différentes méthodes et hypothèses, confirment que l'incidence à long terme du Cycle d'Uruguay sur les prix des produits agricoles sera relativement faible, certainement beaucoup plus faible que les hausses de prix observées au cours de ces dernières années. Vu la faible intensité des chocs résultant du Cycle et l'importante marge de manœuvre de la Banque compte tenu de l'encours des prêts de la BIRD, il apparaît clairement que la Banque sera en mesure de répondre à toute demande supplémentaire de prêt, à ses conditions, formulée à la suite du Cycle d'Uruguay.

Faisant suite à la Décision ministérielle, un Groupe de travail comprenant des représentants de la Banque mondiale, de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, du Programme alimentaire mondial et du FMI s'est réuni en 1995 pour étudier les besoins spéciaux des pays les moins avancés et des pays importateurs nets de produits alimentaires. Ce groupe de travail a examiné les différentes facilités existantes qui pourraient être sollicitées pour répondre à des besoins additionnels de financement des pays en développement en cas de forte augmentation des cours mondiaux et de contraction de la production, et a présenté un rapport à l'OMC à la fin de 1995. Compte tenu du large éventail de facilités et de la faible incidence que devrait avoir le Cycle sur les prix, et vu la difficulté à distinguer les effets du Cycle d'Uruguay d'autres chocs, il ne semble pas opportun de créer une facilité d'ajustement spéciale pour le Cycle d'Uruguay." (G/AG/GEN/15, page 3)

¹¹ Voir le document WT/GC/62 – G/AG/13.

¹² Voir le document G/AG/GEN/49, page 8.

**GRAPHIQUE 1 – INDICE DES PRIX DU BLÉ DU CONSEIL INTERNATIONAL DES CÉRÉALES,
JANVIER 1987-JUILLET 2003**



* Cours moyens de sept variétés de blé panifiable faisant l'objet d'échanges importants: juillet/décembre 1986 = 1000

APPENDICE 1

Liste des documents relatifs à la mise en œuvre de la Décision

G/AG/17 (14/7/2003)	Proposition du Groupe africain concernant le traitement spécial et différencié renvoyée au Comité par le Président du Conseil général - Rapport du Président du Conseil général
G/AG/16 (4/7/2003)	Rapport complémentaire du Comité de l'agriculture au Conseil général concernant les questions liées à la mise en œuvre
G/AG/W/58 (28/10/2002)	Proposition concernant la suite à donner à la recommandation du Groupe interinstitutions tendant à examiner si le Fonds autorenouvelable peut fonctionner comme un mécanisme de financement <i>ex ante</i> (Communication présentée par le Bangladesh, Cuba, l'Égypte, la Jordanie, le Kenya et Sri Lanka au nom des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et du Groupe des PMA Membres de l'OMC)
G/AG/W/57 (23/10/2002) et Add.1 (29/11/2002)	Décision de Marrakech sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires - Assistance technique et financière dans le contexte de programmes d'aide visant à améliorer la productivité et l'infrastructure agricoles - Réponses d'organismes internationaux s'occupant de développement et de banques régionales de développement
G/AG/14 (9/10/2002)	Rapport de suivi du Comité de l'agriculture sur les questions liées à la mise en œuvre
WT/GC/62 – G/AG/13 (28/06/2002)	Rapport du Groupe interinstitutions sur les difficultés à court terme à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base
G/AG/5/Rev.5 (26/3/2002)	Liste de l'OMC des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires aux fins de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires
G/AG/GEN/49 (28/02/2002)	Exercice annuel de surveillance de 2001 de la suite donnée à la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (déclarations des représentants des organisations internationales ayant le statut d'observateur)
G/AG/11 (28/09/2001)	Rapport sur les questions liées à la mise en œuvre (rapport du Comité de l'agriculture adopté par la Conférence ministérielle de Doha)
G/AG/10 (06/07/2001)	Rapport du Vice-Président au Conseil général sur l'examen des moyens possibles d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires

G/AG/W/49 et Add.1 et Corr.1 (19/03/01, 23/05/01 et 27/06/01)	Proposition relative à la mise en œuvre de la Décision ministérielle de Marrakech en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires présentée par la Côte d'Ivoire, Cuba, l'Égypte, le Honduras, la Jamaïque, le Kenya, le Maroc, Maurice, le Pakistan, le Pérou, la République dominicaine, le Sénégal, Sri Lanka, Sainte-Lucie, la Trinité-et-Tobago, la Tunisie et le Venezuela
G/AG/7 (25/04/2001)	Rapport du Vice-Président au Conseil général sur l'examen des moyens possibles d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires
G/AG/GEN/46 (28/11/2000)	Exercice annuel de surveillance de 2000 de la suite donnée à la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (déclarations des représentants des organisations internationales ayant le statut d'observateur)
G/AG/GEN/40 (19/11/1999)	Exercice annuel de surveillance de 1999 de la suite donnée à la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (déclarations des représentants des organisations internationales ayant le statut d'observateur)
G/AG/GEN/35 (01/04/1999)	Communication du Directeur exécutif du Conseil international des céréales présentée à la réunion du Comité de l'agriculture des 25 et 26 mars 1999
G/AG/GEN/36 (31/03/1999)	Déclaration de l'observateur de la FAO à la réunion du Comité de l'agriculture des 25 et 26 mars 1999
G/AG/GEN/31 (15/12/1998)	Exercice annuel de surveillance de 1998 de la suite donnée à la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (déclarations des représentants des organisations internationales ayant le statut d'observateur)
G/AG/GEN/20 (24/03/1998)	Communication du Directeur exécutif du Conseil international des céréales à la réunion du Comité de l'agriculture des 19 et 20 mars 1998
G/AG/GEN/15 (18/12/1997)	Exercice annuel de surveillance de 1997 de la suite donnée à la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (déclarations des représentants des organisations internationales ayant le statut d'observateur)

G/L/125 (24/10/1996)	Rapport sur la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (rapport du Comité de l'agriculture adopté par la Conférence ministérielle de Singapour)
G/AG/W/20 (14/03/1996)	Programme de travail préparatoire relatif au paragraphe 3 i) et ii) de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (note du Secrétariat)
G/AG/3 (24/11/1995)	Décision adoptée par le Comité de l'agriculture à sa réunion du 21 novembre 1995 sur l'établissement d'une liste des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires de l'OMC aux fins de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires
G/AG/W/12 et Add.1 (07/11/1995 et 20/11/1995)	Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires: consultations du Directeur général avec le FMI et la Banque mondiale
Série G/AG/R-	Rapports des réunions du Comité de l'agriculture

APPENDICE 2

Respect des prescriptions en matière de notification en ce qui concerne les mesures prises dans le cadre de la Décision, 1995-2002 (tableau NF:1)

Membre	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Notification distribuée dans la série G/AG/N-
Donateurs au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire									
Australie	X	X	X	X	X	X	X		AUS/5, 13, 21, 25, 32/Rev.1, 39, 48
Canada	X	X	X	X	X				CAN/11, 18, 25, 34, 42
CE	X	X	X	X	X	X	X	X	EEC/9, 21 et Add.1, 25, 35, 46
États-Unis	X	X	X	X	X				USA/7, 20, 21, 31, 48
Japon	X	X	X	X	X	X			JPN/15, 27, 33, 46, 68, 78
Norvège	X	X	X	X	X	X	X		NOR/6, 19 et Corr.1, 20 et Corr.1, 26, 33, 34 et Corr.1, 37
Suisse	X	X	X	X					CHE/23
Autres donateurs									
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X		ZAF/7, 9, 17, 24, 32, 39, 42
Argentine	X	X	X	X	X	X	X		ARG/10, 15, 21
Cuba	X	X	X	X	X	X	X		CUB/4, 5, 14, 18, 22
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	X			NZL/6, 13, 17, 25, 26, 30
Notifications "néant"									
Brésil	X	X	X	X	X	X	X		BRA/2, 7, 17, 20
Burkina Faso			X						BFA/2
Corée	X	X							KOR/9, 17
Émirats arabes unis		X							ARE/1
Fidji		X	X						FJI/3, 5
Indonésie	X	X							IDN/6, 7
Malte		X							MLT/3
Maroc			X						MAR/9
Philippines	X								PHL/7
Uruguay	X								URY/6
Respect de l'obligation évalué en fonction:									
... du nombre de notifications reçues par les donateurs au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire (en pourcentage)	100	100	100	100	86	57	43	n.d.	
... du nombre de notifications reçues par les donateurs au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire et d'autres donateurs (en pourcentage)	100	100	100	100	91	73	55	n.d.	

Notes: 1) Les délais annuels de présentation des rapports diffèrent selon les Membres.
2) "X" signifie qu'une notification a été reçue. Un espace vierge signifie qu'aucune notification n'a été reçue.

- 3) Notification "néant" signifie que la notification indiquait qu'aucune aide alimentaire ni aucune assistance technique/financière n'avait été fournie ou que le tableau NF:1 n'était pas applicable.
- 4) "n.d." signifie "sans objet" puisque, pour au moins un Membre, le délai accordé pour la présentation des notifications sous la forme du tableau NF:1 pour l'année de mise en œuvre 2002 n'est pas encore arrivé à échéance (campagne de commercialisation/exercice budgétaire pertinent); concernant 2003, l'année de mise en œuvre est toujours en cours pour tous les Membres donateurs.
- 5) L'Argentine a informé le Secrétariat de l'OMC, le 30 juillet 2003, qu'elle n'était plus donateur d'aide alimentaire au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire.

APPENDICE 3

**G/AG/GEN/35: Communication du Directeur exécutif du Conseil international
des céréales, présentée à la réunion du Comité de l'agriculture
des 25 et 26 mars 1999**

Par lettre du 3 décembre 1997, je vous informais que les membres du Comité de l'aide alimentaire avaient décidé d'engager une renégociation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1995, suivant en cela les recommandations adoptées par les Ministres des Membres de l'OMC à la Conférence de Singapour au sujet des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

Ces négociations se sont achevées le 24 mars. J'ai le plaisir de vous envoyer ci-joint le texte de la nouvelle Convention relative à l'aide alimentaire de 1999 qui, sous réserve que les gouvernements membres aient pris les dispositions nécessaires, entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1999.

La Convention relative à l'aide alimentaire de 1999 a pour objectifs "de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale et d'améliorer la capacité de la communauté internationale à répondre aux situations d'urgence alimentaire et autres besoins alimentaires des pays en développement".

Dans cette nouvelle Convention, la liste des produits éligibles qui peuvent être fournis a été sensiblement élargie pour couvrir d'autres produits que les céréales. La Convention contient également des dispositions plus rigoureuses visant la couverture des coûts de transport et autres coûts opérationnels associés aux opérations d'aide alimentaire, en particulier lorsque l'aide est destinée aux pays les moins avancés ou à des situations d'urgence.

Les donateurs au titre de la Convention peuvent désormais exprimer leurs engagements en tonnage, en valeur, ou une combinaison de tonnage et de valeur. Ainsi, les engagements annuels minimaux en tonnage et en valeur des membres de la Convention s'élèvent, au total, respectivement à 4 895 000 tonnes (d'équivalent blé) et à 130 millions d'euros.

Lors de l'allocation de leur aide alimentaire, les membres de la Convention donneront la priorité aux pays les moins avancés et aux pays à faible revenu, qui, dans de nombreux cas, figurent sur la liste de l'OMC des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Les pays pouvant bénéficier de l'aide alimentaire comprendront les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et tous les autres pays figurant sur la liste actuelle de l'OMC des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, lorsqu'ils connaissent des urgences alimentaires ou des crises financières reconnues à l'échelle internationale induisant des urgences alimentaires ou lorsque les opérations d'aide alimentaire visent des groupes vulnérables.

La nouvelle Convention contient des dispositions plus rigoureuses visant à promouvoir le développement de l'agriculture au plan local dans les pays bénéficiaires. Elle prévoit notamment la possibilité de "transactions triangulaires", par lesquelles un pays donateur utilise sa contribution en espèces pour acheter à un pays en développement des produits alimentaires qui seront fournis à un pays bénéficiaire. Elle prévoit également des "achats locaux", qui consistent à acheter des produits alimentaires dans une région d'un pays en développement pour approvisionner une région déficitaire de ce même pays.

Toute aide alimentaire fournie par un membre au titre de ses engagements à des bénéficiaires comptant parmi les pays les moins avancés sera consentie sous forme de dons. Au total, l'aide alimentaire fournie sous forme de dons aux termes de la présente Convention ne représentera pas moins de 80 pour cent de la contribution d'un membre et, dans la mesure du possible, les membres s'efforceront de dépasser progressivement ce pourcentage.

Lorsqu'ils détermineront si, et dans quelle mesure, l'octroi de l'aide alimentaire sous forme de crédit à long terme à des conditions préférentielles doit continuer de relever d'une Convention relative à l'aide alimentaire, les membres de la Convention tiendront compte de l'incidence des résultats des négociations multilatérales pertinentes sur l'aide alimentaire.

Tous les membres de la Convention sont convenus que les dispositions de la nouvelle Convention ne doivent ni préjuger, ni limiter les négociations futures, y compris dans le cadre de l'OMC, sur le statut de l'aide alimentaire sous forme de conditions de crédit préférentielles. L'UE et certains autres membres ont réaffirmé qu'à leur avis l'aide alimentaire consentie sous forme de crédit ne devrait plus faire partie de la liste des opérations d'aide alimentaire.

La nouvelle Convention aura pour objet d'améliorer l'efficacité et l'impact des opérations d'aide alimentaire, entre autres pour ce qui concerne l'évaluation des besoins d'aide alimentaire, la surveillance de l'aide fournie, et la coopération entre les donateurs, les bénéficiaires et les autres parties concernées. En outre, la fourniture d'une aide alimentaire au titre de la Convention ne sera pas liée d'une manière ou d'une autre à des exportations commerciales de marchandises ou de services à destination des pays bénéficiaires.

Au cours des négociations, un dialogue a été entretenu avec les pays bénéficiaires de l'aide alimentaire. Des efforts ont aussi été entrepris et seront poursuivis en vue d'élargir la liste des pays donateurs au titre de la Convention. J'ai par ailleurs le plaisir de noter qu'il a été possible de maintenir une étroite collaboration avec l'OMC pendant tout le processus grâce à la présentation régulière de rapports de situation au Comité de l'agriculture.

Les membres ont souligné que la nouvelle Convention témoigne de leur volonté de maintenir une coopération internationale en faveur de la sécurité alimentaire mondiale et d'assurer le suivi des recommandations adoptées par la Conférence ministérielle de l'OMC à Singapour. Que leurs engagements propres en vertu de la Convention soient exprimés en volume ou en valeur, ils visent tous à répondre de manière adéquate aux besoins alimentaires des pays en développement, indépendamment des fluctuations des prix mondiaux des produits alimentaires et des approvisionnements.

APPENDICE 4

Livraisons d'aide alimentaire en céréales et hors céréales, 1993-2002 (milliers de tonnes, aide en céréales indiquée en équivalent céréales)

PAYS ET RÉGIONS	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	PMA	INPA	MEM
TOTAL	17 338,2	12 925,7	10 202,7	7 228,3	7 327,7	8 404,8	15 045,1	11 335,2	10 849,5	9 605,5			
Pays à faible revenu déficitaire sur le plan alimentaire	9 112,4	9 728,7	8 171,5	5 905,6	6 351,8	7 275,1	9 292,1	8 575,8	9 000,8	7 986,3			
Pays les moins avancés	4 639,5	5 505,4	4 119,6	3 342,5	3 523,7	3 694,1	4 599,7	4 501,3	4 564,7	3 649,2			
Afrique subsaharienne	4 883,5	4 513,8	3 298,6	2 570,1	2 429,0	2 776,7	2 790,3	3 991,5	3 595,8	2 985,9			
Afrique du Sud	0,1	14,3	0,1	0,0	0,0	18,0	8,8	3,0	0,1	15,1			M
Angola	173,5	344,0	219,7	250,6	181,4	202,5	147,6	287,8	193,8	243,6	#		M
Bénin	33,7	14,9	20,6	10,2	21,8	25,5	11,3	12,4	15,9	26,5	#		M
Botswana	13,4	9,1	10,3	3,7	0,4							N	M
Burkina Faso	36,4	49,1	41,5	26,9	45,7	27,8	62,2	33,2	42,8	44,0	#		M
Burundi	7,6	80,2	103,2	7,8	3,0	0,7	6,8	11,3	66,4	36,9	#		M
Cameroun	1,7	2,7	7,3	24,1	1,4	10,2	6,5	4,2	8,8	2,9			M
Cap-Vert	27,8	73,4	73,4	44,5	65,3	59,9	57,0	53,2	35,5	41,3	#		
Comores	4,4	6,7	5,8	0,6	1,0	8,9	0,2				#		
Congo	2,0	16,7	12,6	18,0	0,3	14,1	12,3	17,7	41,4	18,3			M
Côte d'Ivoire	52,7	56,3	23,9	54,8	11,4	26,3	37,4	16,9	6,2	14,8		N	M
Djibouti	26,3	12,6	20,2	10,8	13,8	11,0	10,7	12,0	11,1	21,4	#		M
Érythrée	117,1	331,9	104,3	40,4	53,5	110,1	35,0	256,9	319,1	177,4	#		
Éthiopie	533,6	948,6	635,7	457,0	434,2	593,8	876,6	1 527,1	1 168,5	403,1	#		
Gabon							0,1	1,1					M
Gambie	8,5	9,7	3,8	4,3	9,2	7,7	6,5	8,4	3,4	4,3	#		M
Ghana	123,6	90,8	96,9	33,7	86,5	58,4	25,8	101,2	57,5	82,9			M
Guinée	42,8	40,2	7,5	12,9	9,8	1,7	35,0	5,2	42,9	48,7	#		M
Guinée-Bissau	10,8	4,5	3,2	7,8	5,9	3,6	17,1	27,1	6,3	7,2	#		M
Guinée équatoriale	5,5	3,3	3,9	0,6	0,7	1,9		1,7	1,9		#		
Kenya	353,1	230,1	79,6	31,8	117,0	142,3	71,7	301,3	387,1	185,8		N	M
Lesotho	54,2	34,5	33,7	40,2	8,9	15,5	6,1	6,3	3,4	57,7	#		M

PAYS ET RÉGIONS	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	PMA	INPA	MEM
Libéria	176,3	179,3	161,0	169,3	117,5	85,6	99,2	115,9	22,2	38,5	#		
Madagascar	37,4	26,2	38,2	22,1	36,5	30,4	26,6	37,2	62,4	54,0	#		M
Malawi	541,0	166,9	235,9	122,9	45,4	64,8	73,3	36,3	38,4	194,4	#		M
Mali	27,8	27,1	20,0	19,1	23,0	23,9	14,1	12,3	20,8	4,3	#		M
Maurice	2,2		0,8	1,0								N	M
Mauritanie	82,5	25,6	44,9	17,3	44,0	18,6	30,7	16,6	38,2	60,5	#		M
Mozambique	457,9	400,2	385,7	151,3	172,8	188,8	155,7	180,9	157,3	175,3	#		M
Namibie	24,6	0,6	2,7	10,4	0,4		2,0	2,0	4,5	22,9		N	M
Niger	26,4	46,9	24,6	32,4	62,0	53,7	37,9	20,4	62,7	37,0	#		M
Nigéria					1,1			1,1	2,2	12,5			M
Ouganda	68,7	81,8	76,9	42,6	72,6	87,7	99,3	87,0	80,0	91,2	#		M
République centrafricaine	4,3	5,1	1,5	2,1	1,4	11,5	1,3	3,2	1,0	6,7	#		M
République démocratique du Congo	23,0	82,3	109,5	32,5	29,5	9,6	24,7	73,5	47,0	90,4	#		M
Rwanda	157,0	273,2	274,2	507,6	420,3	303,8	275,2	232,4	65,6	74,6	#		M
Sao Tomé-et-Principe	7,1	8,0	7,9	4,9	4,0	3,7	1,2	4,8	4,9	5,6	#		
Sénégal	52,2	25,7	21,3	8,6	13,0	12,0	31,8	53,9	30,3	8,3	#	N	M
Seychelles	0,1												
Sierra Leone	28,7	33,6	33,5	55,0	88,5	79,6	31,5	28,3	62,7	89,0	#		M
Somalie	211,3	149,0	52,9	31,7	5,0	68,5	40,2	60,8	8,7	34,1	#		
Soudan	350,2	439,0	82,4	108,3	114,4	201,0	293,5	182,4	202,8	144,5	#		
Swaziland	31,8	11,3	6,6	9,5		5,0	5,0			14,8			M
Tanzanie	39,8	85,0	144,5	29,8	42,3	81,2	32,3	62,9	184,5	92,9	#		M
Tchad	4,7	22,2	21,2	19,7	49,5	18,2	13,4	23,4	36,4	13,1	#		M
Togo	9,3	9,3	5,9	5,1	3,0	9,9	4,0	4,0	6,0		#		M
Zambie	355,7	19,7	26,1	73,8	11,4	22,4	34,5	49,5	45,3	68,1	#		M
Zimbabwe	534,7	22,4	13,0	12,2	0,1	56,7	28,3	14,8	0,0	221,3			M
Asie	2 187,9	2 517,0	2 384,1	2 012,3	2 815,2	3 398,8	5 096,8	3 173,1	4 078,7	3 720,9			
Afghanistan	134,3	92,6	133,2	121,0	233,1	73,2	134,3	210,0	276,8	527,3	#		
Bangladesh	395,6	1 095,4	585,7	578,0	708,7	877,5	1 443,0	268,9	813,4	263,1	#		M

PAYS ET RÉGIONS	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	PMA	INPA	MEM
Bhoutan	4,1	3,2	6,4	4,8	5,2	4,1	4,3	3,6	4,7	7,7	#		
Cambodge	99,3	67,7	91,5	48,5	44,6	36,9	28,7	61,8	50,4	69,3	#		M
Chine	180,1	147,1	127,8	133,6	132,2	89,2	355,1	90,5	42,0	109,2			M
Corée, Rép. pop. dém. de			544,5	510,1	914,6	812,4	1 026,8	1 263,6	1 525,6	1 205,4			
Hong Kong													M
Îles Salomon							0,3				#		M
Inde	390,4	360,0	398,3	357,8	300,3	310,8	359,1	321,2	229,1	306,9			M
Indonésie	42,5	36,9	18,6	0,0	0,0	885,8	822,6	429,1	287,0	267,7			M
Malaisie		0,3											M
Maldives	2,2	1,4	2,6	3,5	2,7	3,0	4,9	2,7	8,0		#		M
Mongolie	38,8	6,0	11,7	8,5	22,3	21,3	39,0	45,8	60,0	27,3			M
Myanmar		1,8	4,0	3,6	5,3	2,9	6,9	9,7	3,8	8,0	#		M
Népal	42,4	31,1	38,5	35,4	31,9	37,6	55,2	53,1	46,5	46,6	#		M
Pakistan	210,8	140,2	118,8	53,6	185,0	59,6	444,7	19,6	275,0	435,3		N	M
Papouasie-Nouvelle-Guinée		0,3	0,2	0,0		4,3	8,0						M
Philippines	136,8	129,4	55,0	34,0	12,8	73,7	140,4	218,4	196,0	272,7			M
République démocratique populaire lao	3,0	14,3	26,9	16,9	54,9	19,1	17,3	4,7	18,7	23,8	#		
Sri Lanka	412,3	306,5	148,2	72,8	91,2	31,6	119,8	55,5	125,5	87,2		N	M
Thaïlande	33,6	8,1	2,4	0,1	1,1	8,3	2,3	1,0	0,1	1,5			M
Timor oriental							9,1	32,7	3,2				
Vanuatu											#		
Viet Nam	61,6	74,9	69,8	30,0	69,3	47,5	75,0	81,5	113,0	61,8			
Europe orientale et CEI	7 204,9	3 705,2	2 955,2	1 311,7	1 062,8	866,9	5 453,8	2 272,1	1 307,1	970,6			
Albanie	657,8	40,3	10,5	22,9	17,3	29,4	17,3	18,2	13,1	57,7			M
Arménie	87,7	357,1	475,7	168,8	144,8	117,8	18,9	95,5	37,2	47,3			M
Azerbaïdjan	9,4	229,2	391,2	115,7	28,7	69,8	34,5	28,1	21,4	33,0			
Bélarus	336,6	138,6	98,3	39,1	0,0								
Bosnie-Herzégovine		1,1	22,7	8,4	79,1	89,7	90,8	84,3	82,7	96,2			
Bulgarie	110,2	49,3	0,0		14,7	10,7	5,0	0,6	15,0	12,3			M

PAYS ET RÉGIONS	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	PMA	INPA	MEM
Croatie		11,9	13,7	28,8	30,2	1,4							M
Estonie	55,0												M
Fédération de Russie	3 407,0	913,9	124,8	79,4	54,5	16,9	4 539,4	1 403,0	245,1	91,1			
Géorgie	353,4	856,8	598,1	265,8	173,4	121,3	106,5	70,7	96,5	72,2			M
Kazakhstan	60,8	2,4	1,0	0,7	5,0	7,0	0,1						
Kirghizistan	118,1	91,6	150,4	67,7	88,2	38,4	81,9	60,0	33,0	73,1			M
Lettonie	207,1												M
Lituanie	446,2	64,0	40,3	36,0		30,0							M
Macédoine, ex-République yougoslave de		46,0					98,3	62,8	13,2	0,3			M
Moldova	58,6	111,9	244,3	48,4	7,2	59,4	27,5	13,8	49,7	22,5			M
Ouzbékistan	0,2	1,8	1,0			0,4		68,4	104,4	199,2			
Pologne	216,0						0,0						M
Roumanie	225,6	3,5	0,0	0,1	0,0					4,8			M
Serbie-et-Monténégro	373,0	536,4	383,7	232,0	231,3	117,7	357,4	300,1	327,3	46,8			
Slovénie		3,0											M
Tadjikistan	83,5	99,2	226,1	121,8	134,9	117,1	68,4	60,2	251,5	208,7			
Turkménistan	45,7	51,0	53,3	39,7			8,1	6,5	17,2				
Ukraine	352,9	96,0	120,0	36,3	53,3	39,9		0,0	0,0	5,5			
Moyen-Orient et Afrique du Nord	960,4	869,5	625,3	567,5	372,6	370,0	489,6	1 070,3	875,0	746,3			
Algérie	26,2	26,3	27,2	27,1	42,0	15,8	36,6	32,8	38,5	61,1			
Égypte	220,8	295,2	208,9	154,9	74,4	66,5	61,2	40,8	37,7	12,7		N	M
Iran	38,5	26,0	13,2	4,9	19,7	12,9	7,8	3,2	15,7	8,0			
Iraq	93,5	73,3	101,9	113,8	90,9	47,8	23,1	18,4	8,5	10,9			
Israël	1,0	2,0											M
Jordanie	174,6	166,2	122,2	167,5	27,4	119,5	108,7	400,7	227,4	218,2		N	M
Liban	10,8	10,0	11,5	7,5	1,7	1,1	1,0	42,4	96,0	115,4			
Maroc	158,6	104,0	2,0	0,1	15,9	0,2	10,5	240,9	62,0	6,8		N	M
République arabe syrienne	28,3	40,3	45,0	14,6	21,0	26,5	30,0	35,4	17,4	11,8			
Territoire palestinien	25,8	49,3	48,3	11,7	15,0	40,7	43,1	56,5	184,5	177,2			

PAYS ET RÉGIONS	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	PMA	INPA	MEM
Tunisie	79,0	30,8	26,6	23,3	12,4	3,1		3,8				N	M
Turquie	3,0	1,8	0,6	1,0			0,0						M
Yémen	96,1	44,0	17,9	41,0	52,3	35,8	167,7	195,3	187,4	124,0	#		
Yémen, Rép. dém. pop.	4,2	0,3											
Amérique latine et Caraïbes	2 101,6	1 320,1	939,5	766,8	648,1	992,4	1 214,6	828,2	992,8	1 181,9			
Antigua				3,1									M
Belize		0,0						0,1	0,4				M
Bolivie	417,6	170,9	85,6	157,1	96,8	217,0	75,2	80,0	48,5	102,7			M
Brésil	38,1	35,3	0,8		0,1	0,1	0,1	0,1	0,0				M
Chili	6,0	2,8	0,3		0,1	0,1	0,2	0,1	0,1				M
Colombie	3,5	27,7	15,3	8,6	1,6	7,0	13,1	12,0	35,2	9,5			M
Costa Rica	92,7	6,0	2,7	1,1									M
Cuba	23,6	7,0	6,1	12,7	27,5	19,2	59,2	23,9	29,0	8,4		N	M
Dominique	0,1	0,1	7,0	2,7								N	M
El Salvador	169,9	23,7	25,0	26,8	24,3	20,4	69,6	2,8	60,4	100,8			M
Équateur	11,9	27,0	19,4	1,8	12,1	20,4	41,3	42,1	153,4	95,8			M
Grenade	0,1			4,5									M
Guatemala	130,3	176,4	70,4	36,1	53,8	72,0	116,4	136,9	102,5	248,5			M
Guyana	44,6	34,0	33,0	42,3	33,5	61,2	37,3	26,3	38,8	62,7			M
Guyane française				0,5									
Haïti	119,0	94,5	168,1	118,9	174,6	158,3	144,7	163,6	67,1	184,7	#		M
Honduras	123,7	115,4	53,2	33,7	28,5	31,6	179,2	68,2	72,3	54,2		N	M
Jamaïque	239,8	70,1	56,4	58,4	17,3		13,2	46,5	20,5			N	M
Mexique	93,5	31,7	46,0	0,9			2,8	1,6	0,9	0,6			M
Nicaragua	94,4	62,3	63,0	45,1	33,5	89,1	226,7	62,1	83,6	64,0			M
Panama	3,4	0,2	2,2	1,3	0,9	1,5							M
Paraguay	2,9	0,3	1,4	1,0	0,3			0,0					M
Pérou	453,6	391,2	254,1	171,4	139,6	265,2	115,5	148,7	202,2	236,9		N	M
République dominicaine	11,0	13,8	6,4	8,2	3,5	7,6	120,0	1,6	77,8	13,0		N	M

PAYS ET RÉGIONS	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	PMA	INPA	MEM
Saint-Kitts-et-Nevis				3,7			0,0					N	M
Saint-Vincent				8,6								N	M
Sainte-Lucie			3,0	6,0								N	M
Suriname	22,0	29,8	20,0	12,0		21,8							M
Uruguay	0,2	0,1											M
Venezuela								11,5				N	M

Notes:

PMA: Pays moins avancé (#).

INPA: Pays en développement importateur net de produits alimentaires figurant sur la liste du document G/AG/5/Rev.6 du 10 avril 2003 (N).

MEM: Membre de l'OMC (M).

Source: PAM Food Aid Monitor (Moniteur de l'aide alimentaire): Food Aid Flows 2002, édition spéciale de mai 2003, à l'adresse Internet <http://www.wfp.org/interfais/>